

Veille sur l'actualité : octobre 2023 à janvier 2024

Les derniers mois ont été marqués par l'enlisement des combats, toujours féroces, en Ukraine et le regain de violences meurtrières au Proche Orient depuis le 7 octobre. Une fois de plus les facteurs techniques et industriels, économiques et politiques, ainsi que le champ de l'opinion, interagissent étroitement avec les situations militaires. Les informations suivantes tirées de la presse généraliste ont été jugées particulièrement significatives, étant précisé que la plupart des informations chiffrées qui sont citées proviennent d'articles du journal Le Monde.

Affrontements en Ukraine, israélo-palestinien et connexes

En Ukraine, les Russes ont lancé à partir d'octobre des attaques acharnées contre la ville d'Adiïvka dans le Donbass, tandis que l'armée ukrainienne ne progressait plus après sa contre-offensive lancée en juin. Les Russes occupaient alors un peu plus de 17% du territoire ukrainien (environ 25% au maximum en février 2022). Des deux côtés des pertes humaines importantes et des difficultés liées à des mobilisation prolongées sont signalées. En janvier, pour un front de l'ordre de 1 000 km, les effectifs militaires annoncés ou évalués étaient de 600 000 disponibles dont 450 000 au front du côté russe, de 350 000 du côté ukrainien ; environ 2 000 Ukrainiens étaient rentrés chez eux à la suite d'échanges, mais il avait été recensé 4 200 civils restés prisonniers.

Le 7 octobre, une attaque surprise menée par environ 1 000 Palestiniens du Hamas venus de la bande de Gaza a tué de l'ordre de 1 200 personnes en Israël, un peu plus de 200 autres ayant été capturées comme otages. En retour, les Israéliens ont bombardé et maintenu sous siège la bande de Gaza, invitant les civils à en quitter le nord. A partir de novembre, il est mentionné des interventions israéliennes au sol, pour localiser et détruire des infrastructures du Hamas. Une trêve de quatre jours a eu lieu fin novembre, accompagnée d'échanges d'une partie des otages contre des prisonniers palestiniens détenus en Israël. Le nombre de Palestiniens tués à Gaza était évalué par le ministère de santé (dirigé par le Hamas) à 70% de femmes et d'enfants, au total à environ 20 000 vers le 20 décembre. Selon un article paru mi-novembre, près de 200 Palestiniens avaient été tués par des Israéliens en Cisjordanie depuis le 7 octobre.

Des roquettes ont été tirées sur le nord d'Israël depuis le Liban par le Hezbollah, dont l'arsenal était bien supérieur à celui dont disposait le Hamas à Gaza avant le début de la guerre. Tandis qu'Israël a effectué des frappes ciblées au Liban. Mais, en janvier, aucun des partis ne souhaitait l'escalade.

Depuis novembre, des rebelles houthistes du Yémen ont lancé plusieurs dizaines d'attaques en mer Rouge, perturbant notablement le trafic commercial. Les États-Unis, qui avaient annoncé en décembre une nouvelle coalition navale d'une dizaine de pays dont la France, ainsi que les britanniques, ont frappé en janvier des cibles houthistes au Yémen. Cependant une frégate française, qui en décembre avait abattu deux drones se dirigeant sur elle, n'a pas participé à ces frappes.

Autres troubles et menaces

En octobre, en France au lycée d'Arras un professeur a été tué au couteau par un ancien élève radicalisé, à Bruxelles un terroriste a tué deux personnes et s'est présenté ensuite comme membre de l'organisation État islamique.

En octobre, alors que la France dévoilait un partenariat militaire avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie annonçaient un exercice militaire conjoint près de la frontière de celle-ci. En décembre, la Russie aurait contribué à une détente entre Arménie et Azerbaïdjan, marquée par un échange de prisonniers, en se portant garante du respect mutuel des frontières.

En Afrique, les dernières troupes françaises ont quitté le Niger le 22 décembre et il a été décidé d'y fermer l'ambassade de France, à la différence du Mali et du Burkina Faso. Les États-Unis y gardent une base et maintiennent leurs relations diplomatiques avec la junte. Le Niger avait signé le 4 décembre un accord de défense avec la Russie.

Entre autres situations troublées ou menaçantes en Asie : la junte au pouvoir en Birmanie a reconnu des revers face à un trio d'armées ethniques ; la Chine a déployé des forces au voisinage de Taïwan pour tenter, sans succès, de faire élire président le candidat le plus favorable à ses vues ; la Corée du Nord a tiré plusieurs dizaines d'obus au voisinage d'une île sud-coréenne.

Armements, économie, diplomatie

Il ressort l'importance des réserves et des capacités d'approvisionnement en armes ou munitions des parties prenantes aux combats de haute intensité. La Russie, aidée par des fournitures de la Corée du Nord et de l'Iran, disposait selon un article de 4 millions d'obus d'artillerie fin octobre, alors que beaucoup craignaient que l'Ukraine manque de munitions en 2024. Les industriels occidentaux s'efforcent de réduire leurs délais de fabrication mais n'ont pas basculé dans une configuration de guerre.

L'utilisation de drones et de missiles plus ou moins précis est régulièrement mentionnée. Parmi les armements occidentaux cités en Ukraine, on peut relever des chars britanniques Challenger 2 et allemands Léopard 2, des véhicules de combat d'infanterie américains Bradley, des engins de reconnaissance français AMX 10 RC ; des missiles comme le Scalp/Storm Shadow franco-britannique...

Dans la mouvance d'une réunion des alliés de l'Ukraine en octobre, de nouvelles livraisons de systèmes de défense antiaérienne ont été annoncées par différents pays européens, notamment : batteries sol-air Iris-T contre les missiles de croisière, blindés Gepard contre les drones, Terrahawk Paladin, canons de 30mm ou 40 mm montés sur roues contre les drones, batteries de missiles sol-air Nasams, systèmes de missiles antiaériens Hawk. Les États-Unis se déclaraient prêts à livrer ce qu'il fallait aussi longtemps que nécessaire. La France était plus discrète.

On note des engins sans pilote iraniens Shahed utilisés par les Russes en Ukraine, des missiles antichars russes Kornet, échappant aux dispositifs d'interception israéliens, tirés par le Hezbollah depuis le Liban. Par ailleurs la Corée du Nord puis la Corée du Sud ont lancé leurs premiers satellites d'observation militaire respectivement en novembre et décembre.

Les débats budgétaires des derniers mois de 2023 aux États-Unis n'ont pas permis de décider une nouvelle aide financière à l'Ukraine, pour laquelle le Conseil européen s'est entendu le premier février 2024 pour une enveloppe supplémentaire de 50 milliards d'euros sur quatre ans, qui avait été bloquée plusieurs mois par la Hongrie. En décembre, le Conseil européen avait décidé d'ouvrir des négociations d'adhésion de l'Ukraine, décision prise à l'unanimité des 26 présents alors que le dirigeant hongrois avait accepté de quitter la salle. Au Proche-Orient, les critiques se sont multipliées contre les dirigeants et les médias européens et américains, accusés notamment de présenter les Palestiniens comme terroristes et de rester silencieux face au massacre de civils à Gaza. Le 29 décembre, l'Afrique du Sud a porté plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice, pour génocide à Gaza

Commentaires du comité

L'actualité chargée de ces derniers mois confirme l'affaiblissement de l'influence de « l'Occident » dans le monde que soulignait la précédente note de veille. Parmi les questions qui ressortent :

Que peut faire l'Europe pour soutenir efficacement l'Ukraine dans la durée, et comment la part des États-Unis dans ce soutien va-t-elle évoluer ?

Que deviendra la situation de Taïwan lorsque la Chine aura encore accru sa puissance et que les États-Unis auront mis en place une production autonome de puces électroniques ?

Surtout, quelle juste attitude adopter et quelles actions mener pour régler les antagonismes qui résultent encore de la création d'Israël il y a plus de soixante-dix ans ?

Jacques Bongrand, président du comité Défense d'IESF, 04 02 24